



cyberpresse.ca

Publié le 06 janvier 2009 à 21h41 | Mis à jour le 06 janvier 2009 à 21h44

Équipe de l'hôpital Montfort au Kilimandjaro

Les grimpeurs partent ce matin



Gérald Savoie (PDG de l'hôpital Montfort, à droite) et Ronald Caza. Archives, LeDroit



Charles Thériault
Le Droit

Les 24 grimpeurs de la Fondation de l'hôpital Montfort entreprennent la première journée de marche vers le mont Kilimandjaro ce matin.

Selon le cameraman de Radio-Canada, Christian Millette, qui filmait l'expédition, les participants qui sont arrivés en Tanzanie lundi, étaient fatigués du long voyage en avion et ils ont souffert du décalage horaire de huit heures mais ils étaient tous en bonne forme pour débiter l'ascension de dix jours qui les mènera au sommet du mont Kilimandjaro.

L'expédition a pour but d'amasser 500 000 \$ pour la Fondation de l'hôpital Montfort et l'argent recueilli servira à l'achat d'un appareil de

mammographie pour le dépistage du cancer du sein. Jusqu'à maintenant, 73 % de cette somme a été recueillie dans la communauté.

« Mardi, les gens sont allés visiter Moshi, l'ancienne capitale de la Tanzanie où ils ont pu s'imprégner un peu de la culture tanzanienne. Il fait très chaud, jusqu'à 42 degrés Celsius. Ensuite, nous avons rencontré les gens de Tusker Trails, la compagnie qui organise l'expédition et nous avons revu les derniers détails de l'ascension. De plus, les guides sont assurés que chaque participant avait bien tout l'équipement nécessaire pour grimper le Kilimandjaro », a déclaré M. Millette.

Aujourd'hui, les grimpeurs doivent effectuer un parcours de trois heures en Jeep sur une piste cahoteuse avant d'entamer une première journée de 4 heures de marche. Parmi les participants, on retrouve le directeur général de l'hôpital Montfort, Gérald Savoie et l'avocat qui a défendu la cause de Montfort devant les tribunaux, Ronald Caza. Le mont Kilimandjaro est le plus haut sommet du continent africain. Il culmine à 5895 mètres.

Le SCFP ontarien veut bannir les profs israéliens

TORONTO — Une résolution du Syndicat canadien de la fonction publique en Ontario prévoit de museler certains professeurs israéliens invités dans les universités de la province.

La résolution de la section ontarienne du SCFP recommande de ne pas inviter d'universitaires israéliens à donner des conférences, à enseigner ou à mener des recherches dans des

universités ontariennes» s'ils ne condamnent pas explicitement les manœuvres d'Israël à Gaza.

La proposition, qui doit être présentée le mois prochain lors d'une assemblée syndicale, survient après l'attaque israélienne du 29 décembre contre l'Université islamique de Gaza. Israël prétendait que l'institution était liée au Hamas.

Le président de la section ontarienne du SCFP, Sid Ryan, a affirmé lundi au *Globe and Mail* qu'il est inacceptable d'attaquer une institution d'enseignement, un geste qui se compare à ceux posés par les nazis.

Le rapprochement entre Israël et le régime nazi a mis en furie le directeur exécutif du Congrès juif canadien, Bernie Farber. Selon lui, personne ne sait si l'université constituait une cible

légitime. Il a qualifié les commentaires de M. Ryan de «malveillants» et de «bornés».

«Tous ceux qui comparent les juifs et les nazis entrent dans les abîmes de l'antisémitisme. M. Ryan devrait avoir honte», a dit M. Farber.

Le SCFP ontarien, qui compte environ 20 000 membres dans les universités ontariennes, avait adopté en 2006 une résolution

controversée qui appuyait le boycottage des produits israéliens.

M. Ryan a affirmé que la résolution ne devait pas s'appliquer aux professeurs canadiens d'origine israélienne mais seulement aux universitaires en visite. M. Farber a quand à lui demandé si les Israéliens d'origine arabe seraient également concernés.

LA PRESSE CANADIENNE

La Cité organise des navettes

Le Droit
7-01-09

La Cité collégiale (LCC) a mis en place un service spécial de navettes pour ses étudiants afin de les aider à faire face à la grève chez OC Transpo.

En fonction dès ce matin pour la rentrée scolaire, ce service sera offert jusqu'à vendredi. Si la grève se poursuit au-delà de cette date, LCC et l'association étudiante analyseront la possibilité de prolonger le service de navettes.

Deux points d'embarquements sont disponibles pour le trajet en direction de LCC, avec des départs à 7 h, 9 h, 11 h, 13 h et 17 h. Des autobus partiront du Parc-O-Bus du chemin Trim, et effectueront un arrêt à la Place d'Orléans, en face du Tim Hortons. L'autre circuit partira de la rue Rideau, en direction est, à l'entrée du Centre Rideau, et effectuera des arrêts aux intersections Rideau/King Edward, Montréal/Vanier et Montréal/Saint-Laurent.

Le retour, en direction des deux points d'origine, aura lieu à 10 h, 12 h, 14 h, 18 h et 21 h, à partir de l'édifice C de LCC, sur la rue En Haag.

La carte étudiante est obligatoire pour monter à bord. Le principe premier arrivé, premier servi sera appliqué. Afin de favoriser le covoiturage, les frais du stationnement «rouge ouest» ont été réduits à cinq dollars par jour par LCC.

LEDROIT



cyberpresse.ca

Publié le 06 janvier 2009 à 15h49 | Mis à jour le 07 janvier 2009 à 07h16

Début de tempête sur le Québec



Photo: PC

La Presse Canadienne
Montréal

La tempête de neige annoncée a déjà entraîné la fermeture de certaines écoles en prévision d'un retour à la maison probablement difficile alors que 15 à 30 centimètres de neige et de bonne rafales de vent sont prévus d'ici demain matin.

À l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau des vols sont retardés alors que d'autres ont été annulés. Les passagers sont invités à communiquer avec leur compagnie aérienne ou à consulter le site Internet d'[Aéroports de Montréal](#).

Environnement Canada explique que deux systèmes, l'un provenant des Grands Lacs et l'autre remontant de New York et la

Nouvelle-Angleterre, sont responsables de cette tempête hivernale classique au Québec.

Les précipitations se sont amorcées à l'aube ce matin pour le sud-ouest de la province. Les régions de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière, le Centre-du-Québec, l'Estrie et le sud de Chaudière-Appalaches devraient accumuler jusqu'à 25 centimètres de neige d'ici la fin des précipitations, demain.

Plus à l'est, à Québec, dans Charlevoix, et dans le secteur ouest du Bas-Saint-Laurent, entre 15 et 25 centimètres de neige devraient tomber à compter de la mi-journée. L'est du Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie pourraient recevoir jusqu'à 30 centimètres en fin de journée mercredi.

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Haute-Côte-Nord pourraient recevoir un total de 15 centimètres.

Des rafales de vents jusqu'à 60 kilomètres à l'heure à Montréal et jusqu'à 80 kilomètres à l'heure à Québec

FERMER



January 7, 2009

Co-op efforts strike out College students scramble to find transportation

By BETH JOHNSTON, SUN MEDIA

When you're a co-op student trying to make a good impression on a potential employer you'd better be on time.

But being a student usually means being broke and without a car. Add a bus strike and getting across the city to a job placement can be quite a challenge.

"Employers are extending a certain degree of understanding about the situation," said Cathie Edmond, manager of Algonquin College's Co-operative Education program.

"Our students have been extremely resourceful -- they started a ride board and have been using it quite aggressively."

RUNNING LATE

Most employers appreciate having their interns show up on time, she said, noting "Millennials" (people born between 1990 and 2000) are usually running late.

"Punctuality is not something that this generation worries a great deal about," she said.

She had an employer complain about one student, who was very smart and talented, but was showing up consistently five minutes late.

"I told him, 'You're not going to attract the young talent if you do that.' "

Half of Algonquin's students go to placements in the federal government, the other half to a wide range of businesses from Arnprior to Orleans.

"Some of them were on the bus for 2 1/2 hours every morning," she said.

EBusiness Supply Chain Management student Timothy Berg missed a week-and-a-half of work when the strike began because he had no way to get to his downtown placement at the Canada Revenue Agency from his house in Deerfield.

"I didn't have a vehicle or funds to get around," he said.

He needed the cash for Christmas, so his employer paid him for nine hours, which he will have to make up. He's been catching a lift with his supervisor, who lives close to him, ever since.

"It's a packed car when we go," he said. "I'm definitely not the only student in the same boat."

His bosses were understanding, telling him he wouldn't be penalized if he didn't make it to work, but he didn't want to miss out on the experience -- or the cash.

"It's pretty inconvenient -- I'm not impressed at all, I'm quite angry, (the strike) screws everyone over," he said.

High school co-op students won't be penalized for lost hours if they're unable to get to their job placements, but they'll have to make up the hours in the classroom, said Ottawa-Carleton School Board communications officer Sharlene Hunter.

"It's out of their control, it's not the students' fault," she said.

"They should keep in touch with their teachers -- everybody is on board with this."

SEND STORIES

The Canada Industrial Relations Board, which has been asked by federal Labour Minister Rona Ambrose to determine whether transit is an essential service, is asking residents to submit written explanations, with specific examples, for or against maintaining bus service "to the extent necessary to prevent an immediate and serious danger to the safety or health of the public."

Submissions must include the name and contact information of the submitter and must be received no later than 5 p.m. Friday. They can be sent by e-mail to ocranspo-atu@cirb.ccri.gc.ca or by fax to 613-941-4461.

For more information, visit www.cirb-ccri.gc.ca

January 7, 2009

Dip in support not enough to sink union leaders, prof says

By SCOTT TAYLOR

A leading labour arbitrator and University of Ottawa law professor said a close vote tomorrow to continue the transit strike would not necessarily be a death knell for the union's leaders, who have publicly called for a massive rejection of the city's offer.

Pamela Chapman said while both sides will "spin" the result to suit themselves. A 65% no vote would still be considered a strong mandate for Amalgamated Transit Union Local 279 president Andre Cornellier.

Union members, made up of nearly 2,300 drivers, dispatchers and maintenance workers, voted 98% to go on strike Dec. 3. They have been without a contract since March 31.

"It's all going to be about the spin, but some erosion of support in a long strike is to be expected," she said. "The longer a strike goes on, the harder it is for the union to maintain support."

Chapman pointed out that as time passes, bills pile up and striking workers become anxious. That, more than anything else, could shift support away from walking the picket lines.

"All of that coming into play could make a difference without having anything to do with the offer."

Chapman disagrees with speculation that a close vote -- after more than 90% rejected the previous offer -- could force Cornellier to rethink his strategy and possibly give the city the upper hand at the bargaining table.

"I believe that 65% is a very clear mandate, particularly at this juncture. Erosion is going to happen, but it's not always any more significant than that."

In the end, she said, "both sides need to bargain in good faith with the goal being an agreement."